

Rapport financier additionnel d'un candidat autorisé

Renvoi : Loi sur les élections scolaires, articles 209 et 209.3

BUT

Le but de cette directive est de prescrire le formulaire « Rapport financier additionnel d'un candidat autorisé ».

CONTENU

Le rapport financier additionnel d'un candidat autorisé doit être produit sur le formulaire prescrit DGE-5803 intitulé « Rapport financier additionnel d'un candidat autorisé ».

Pour être recevable, la « Déclaration du candidat autorisé » du formulaire prescrit doit être remplie et signée par celui-ci.

EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES

Conformément à l'article 206.56, un candidat autorisé doit, au 31 décembre de l'année civile suivant celle qui comprend le jour fixé pour le scrutin, avoir acquitté conformément à la loi, toutes les dettes découlant de ses dépenses électorales.

De plus, en conformité avec l'article 209.33, le candidat autorisé qui a été élu et qui, au 31 décembre de l'année civile suivant celle qui comprend le jour fixé pour le scrutin, n'a pas acquitté toutes les dettes découlant de ses dépenses électorales perd le droit d'assister en tant que membre aux séances du conseil des commissaires à compter de cette date, tant qu'il n'a pas acquitté toutes ces dettes et qu'il n'a pas transmis un rapport financier constatant cet acquittement. Cette perte entraîne de plus celle du droit d'assister en tant que membre aux séances des conseils, comités et commissions visés à l'article 209.28.

En conséquence, le rapport financier additionnel d'un tel candidat doit être produit au directeur général de la commission scolaire au plus tard le 31 décembre de l'année civile suivant celle qui comprend le jour fixé pour le scrutin. Dans le cas contraire, il perd, à compter de cette date, son droit d'assister en tant que membre aux séances du conseil des commissaires et aux séances des conseils, comités et commissions visés à l'article 209.28.

